

Classes populaires et partis de gauche : généalogie d'un désalignement

08 NOVEMBRE 2021

Auteur

FRÉDÉRIC SAWICKI

professeur de science politique à l'Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne, chercheur au Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP-CNRS)

- Réponse au texte de Thierry Pech, "Chacun cherche son peuple"

Frédéric Sawicki passe en revue ici les différentes interprétations de la désaffection des classes populaires pour les partis de gauche dans la plupart des démocraties occidentales. Un panorama qui fragilise un grand nombre de lieux communs, en particulier la théorie du transvasement des électeurs de gauche vers la droite radicale et extrême, et celle de la droitisation culturelle des classes populaires.

Ce texte est une version légèrement remaniée d'un article à paraître ce mois-ci dans la revue *Germinal* dans le cadre d'un numéro entièrement consacré à « La politique des classes populaires ».

La désaffection des membres des classes populaires pour les partis de gauche ne fait plus débat au sein des sciences sociales. Elle est documentée à propos de quasiment tous les pays où le mouvement ouvrier a donné naissance à de puissants partis sociaux-démocrates ou communistes.

Certes, le phénomène est d'ampleur inégale selon les pays – plus limité en Europe du Nord et maximale en Grande-Bretagne et en Allemagne –, et d'intensité variable dans chaque pays selon les territoires, le type d'industrialisation et les sous-groupes professionnels concernés. Mais la tendance générale est bien celle d'un *désalignement*. Celui-ci signifierait du même coup la fin du « vote de classe », c'est-à-dire d'un vote motivé par un sentiment d'appartenance à la classe ouvrière et par une confiance *a priori* aux partis qui avaient réussi à s'imposer comme les porteurs des intérêts de cette classe.

L'explication de ce désalignement, en revanche, fait débat parmi les spécialistes. Loin de converger, les interprétations proposées débouchent sur des préconisations politiques différentes, voire opposées. C'est la raison pour laquelle il importe de les présenter de la façon la plus claire possible, quitte à en gommer les nuances, et d'indiquer lesquelles semblent les mieux étayées empiriquement.

COMMENT EXPLIQUER LA MONTÉE DE L'EXTRÊME-DROITE AU SEIN DES CLASSES POPULAIRES ?

Si un consensus existe quant aux effets déstructurants de la tertiarisation de l'économie puis de la mondialisation sur les communautés ouvrières industrielles et le pouvoir syndical, l'impact sur les orientations politiques des membres des classes populaires reste beaucoup plus discuté. En effet, la désaffection pour les partis de gauche traditionnels se traduit par l'adoption de comportements politiques variés, tels que le vote pour des partis nationalistes ou régionalistes – pas tous d'extrême-droite comme l'illustre le succès du Scottish national party en Écosse auprès des classes populaires à partir de 2014 – ou, plus rarement, pour des partis de gauche radicale – Syriza en Grèce par exemple –, mais surtout par une forte montée de l'abstention.

En France, en 2012, si l'on cumule les ouvriers et les employés de nationalité étrangère, les non-inscrits sur les listes électorales et les abstentionnistes chroniques, ce sont selon l'INSEE au moins un quart des policiers et des militaires, des personnels de services aux particuliers, des ouvriers qualifiés de type artisanal ou de la manutention et des transports, des ouvriers non qualifiés et des ouvriers agricoles qui n'ont pas participé au choix du président de la République, l'élection qui pourtant mobilise le plus les Français (Peugny, 2015). De même, en Grande-Bretagne, l'abstention s'est envolée à partir du retour au pouvoir des travaillistes en 1997 pour toutes les catégories sociales, mais à partir du début de la décennie 2000, l'écart n'a cessé de se creuser entre les membres de la *working-class* et les autres.

Cette diversité des attitudes politiques explique que l'hypothèse d'une « droitisation » généralisée selon laquelle les membres des classes populaires seraient globalement devenus plus individualistes et moins solidaires ou plus encore celle d'une « extrême-droitisation » selon laquelle ils seraient globalement devenus plus autoritaires et plus xénophobes, est loin de faire l'unanimité. Les chercheurs sceptiques à l'égard de cette interprétation ont notamment fait valoir que les membres des classes populaires n'ont jamais été tous positionnés à gauche et que le succès de l'extrême-droite est plutôt dû à une radicalisation des classes populaires de droite et des petites classes moyennes indépendantes (Collovald, 2004). De fait, le soutien apporté à des partis conservateurs défendant l'ordre établi ou prônant, à l'instar des partis démocrates-chrétiens, la conciliation des classes, ou encore, dans les périodes de crise économique profonde, un nationalisme conquérant voire belliqueux, a toujours existé et rassemblé une part minoritaire mais substantielle des ouvriers et plus encore des employés. De manière générale, l'origine sociale, la socialisation religieuse, la taille et le mode de gestion de l'entreprise, le statut professionnel, le sexe constituent autant de facteurs bien connus de division et de différenciation des attitudes politiques au sein des classes populaires.

Selon certaines analyses, la progression de l'extrême-droite au sein des classes populaires s'expliquerait par la conversion des partis conservateurs ou démocrates-chrétiens au libéralisme économique et à la construction européenne mais aussi, conjoncturellement, au libéralisme culturel. Ainsi, en France, l'adoption, pendant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, de mesures de libéralisation culturelle (droit à l'avortement, réforme du divorce, majorité à 18 ans...), puis l'accès au pouvoir d'un gouvernement « socialo-communiste » en 1981 et la conversion des gaullistes au libéralisme et à la construction européenne qui s'en est suivie auraient contribué à libérer un espace politique que le Front national s'est empressé d'occuper (Ignazi, 1989). La désaffection pour les partis de gauche, quant à elle, s'expliquerait principalement par une augmentation de l'abstention et de la non-inscription d'ouvriers et d'employés déçus par le tournant libéral et européen pris par le gouvernement socialiste à partir de 1983-1984. À partir de l'élection présidentielle de 1995, la part croissante des ouvrier.e.s et des employé.e.s votant pour le Front national ou se déclarant en accord avec ses idées, met à mal cette interprétation. Pour autant, les politistes français ne s'accordent pas sur le diagnostic d'un basculement massif d'électeurs populaires de gauche vers l'extrême-droite, une hypothèse défendue notamment par Pascal Perrineau (1997, p. 218) ; ses contradicteurs soulignent le rôle central des jeunes générations ouvrières et employées entrées sur le marché du travail à la fin des années 1970, victimes de la crise et de la précarisation et sans perspective d'évolution de carrière, lesquelles ne se positionnent ni à droite ni à gauche et se montrent très peu intéressées et peu informées à propos de la politique (Mayer, 1999, p. 91 ; Gougou, 2012 ; Michelat et Simon, 2004, p. 246sq).

La question est alors de savoir si les attitudes dominantes des classes populaires sont marquées par le dépit, la peur ou la colère – laquelle vise au premier chef les politiciens jugés « corrompus » ou « menteurs » – ou si elles traduisent une adhésion aux valeurs et propositions portées par l'extrême-droite. Les uns soulignent l'extrême volatilité et hétérogénéité du vote pour le FN (Lehingue, 2003), sa difficulté à mobiliser ses électeurs en dehors des élections présidentielles ou insistent sur le rejet du libéralisme économique et la demande de protection économique qu'il traduit ; les autres pointent le caractère surdéterminant de la xénophobie – associée à toutes les formes d'intolérance vis-à-vis des comportements minoritaires – chez celles et ceux qui forment le noyau de l'électorat FN. Le constat d'un lien statistique fort entre faible niveau d'éducation, sentiment d'insécurité, adhésion aux idées xénophobes et autoritaires et vote FN accrédite la thèse d'un vote de « conviction » par opposition à un vote « protestataire ». Le fait que le vote pour l'extrême-droite ne touche pas au premier chef les ouvriers les plus précarisés, les chômeurs, les travailleurs les moins qualifiés, sans qu'on sache si ce sont les origines ethniques qui expliquent ou pas cette moindre perméabilité au FN, alimente également l'idée que ce vote serait le produit autant d'un sentiment d'insécurité culturelle que d'un sentiment d'insécurité économique (Bouvet, 2015).

DES DÉFAILLANCES DANS L'OFFRE DES PARTIS DE GAUCHE ?

Cette difficulté à produire une interprétation partagée a nourri de fortes controverses sur les bonnes réponses à apporter pour lutter contre le « populisme » et/ou renouer avec les classes populaires. Le rapport d'Olivier Ferrand, président-fondateur de Terra Nova, publié en 2011 marque à cet égard un tournant car il invite ouvertement le PS à sortir de l'ambiguïté et à abandonner les ouvriers qui, pour des raisons socio-économiques, auraient tourné le dos au « libéralisme culturel » et aux valeurs de tolérance : «Le déclin de la classe ouvrière – montée du chômage, précarisation, perte de l'identité collective et de la fierté de classe, difficultés de vie dans certains quartiers – donne lieu à des réactions de repli : contre les immigrés, contre les assistés, contre la perte de valeurs morales et les désordres de la société contemporaine.» À partir d'une interprétation sociologique rudimentaire, fondée sur une réification des catégories statistiques, le rapport prône en conséquence une « coalition » entre «les diplômés», «les jeunes», les «femmes», «les minorités et les quartiers populaires»^[1].

En réaction, une autre frange d'intellectuels socialistes, abrités par la Fondation Jean-Jaurès, dénoncent l'angélisme du PS et appellent à un durcissement de ses positions sur les questions d'immigration, de religion et de sécurité et une mise sous le boisseau des revendications touchant les droits des minorités, ethniques, religieuses ou sexuelles. La loi sur le mariage pour tous, les velléités de mieux encadrer les contrôles d'identité, les pressions pour faire adopter le droit de vote des résidents étrangers extra-européens aux élections locales nourriront après 2012 les critiques à l'égard du PS et du gouvernement accusés de ne s'intéresser qu'aux «exclus», aux «minoritaires» et aux «discriminés» et d'avoir «passé par-dessus la tête et les intérêts des classes populaires et moyennes» (Bouvet, 2012, p. 187).

Cette controverse a conduit à substituer un mythe à un autre. La figure de l'ouvrier ou de l'employé « petit blanc » éprouvant un sentiment d'insécurité, qui a abandonné les partis de gauche au profit de partis ou de candidats «nationaux-populistes», a remplacé celle du prolétaire solidaire, anti-capitaliste, votant à gauche. La diversité du groupe, la pluralité des motifs possibles qui guident les comportements politiques, leur encastrement dans des relations sociales, le degré très inégal d'attention et d'importance accordées à la politique, sont ainsi passés à la trappe au profit de deux représentations simplistes qui figent les individus dans des collectifs nominaux qu'on fait penser et agir comme un seul homme.

On trouve un débat analogue aux États-Unis. L'idée selon laquelle les «*red necks*» (les ouvriers blancs, littéralement les «cous rouges») auraient déserté le parti démocrate à raison de leur attirance pour les valeurs conservatrices et autoritaires prônées par les républicains y apparaît dès 1972 ; elle est mise périodiquement en avant à chacune des victoires d'un républicain à la Maison blanche.

[1] <https://tnova.fr/rapports/gauche-quelle-majorite-electorale-pour-2012>

Elle a été popularisée en France par la traduction en 2013 de l'enquête de Thomas Frank sur son Kansas natal, terre ouvrière et foyer du mouvement agrarien populiste de gauche du début du XXe siècle. Sa thèse centrale est que «les conservateurs [de George Bush Jr en 2004] ont gagné le cœur de l'Amérique» en convainquant les habitants du Kansas de voter contre leurs propres intérêts économiques au nom de la défense des valeurs culturelles traditionnelles et que leurs succès politiques ont été facilités par le fait que «les démocrates ne parlent plus aux personnes qui se trouvent du côté des perdants d'un système de marché libre qui devient chaque jour plus brutal et plus arrogant».

Sur la base de données d'enquête longitudinales, le politiste Larry Bartels (2008) a contesté cette interprétation. Selon lui, l'idée d'un tournant conservateur et autoritaire des «*white working-classes*» provient du biais consistant à privilégier l'indicateur du niveau de diplôme pour les définir. Si on lui substitue le niveau de revenu, il apparaît que les personnes aux bas revenus n'ont pas abandonné majoritairement le parti démocrate, qu'elles ne sont pas plus conservatrices qu'avant, qu'elles continuent d'être très attentives à la redistribution sociale et de prendre en considération les enjeux économiques au moment de voter. Les succès de Trump dans certains États industriels en 2016, sur la base de promesses économiques protectionnistes, plaident dans le même sens.

Étudiant le détachement progressif de la *working-class* britannique vis-à-vis du parti travailliste, Geoffrey Evans et James Tilley (2017) doutent également de l'explication par la droitisation. En s'appuyant sur des séries longues de données d'enquêtes qui remontent au début des années 1950, ils établissent que les ouvriers d'aujourd'hui ne sont ni plus ni moins xénophobes et autoritaires qu'hier, ni moins favorables à des mesures de justice et de protection sociales. Selon eux, si les opinions concernant les questions de la propriété et de la redistribution ont perdu beaucoup de leur pouvoir d'explication des choix électoraux au cours des années 1990, c'est que les partis ne sont plus perçus comme distincts sur ces questions. Les auteurs montrent que la variation du vote des travailleurs manuels pour le Labour est essentiellement indexée sur la place qu'occupent les mesures de justice sociale, de protection économique et de redistribution dans son discours, mais aussi sur la part des candidats issus du monde ouvrier. Leur thèse est que « les idéologies politiques des différentes classes restent largement inchangées en Grande-Bretagne, mais que les changements dans la taille des classes, ont eu des conséquences dramatiques ». En effet «les partis ont réagi à l'évolution des structures de classe en modifiant leur idéologie, leurs programmes politiques, leur rhétorique et leurs stratégies de recrutement des élites politiques. Les partis se concentrent désormais sur la classe moyenne, et non plus sur la classe ouvrière, et c'est cette dernière, et non plus la classe moyenne [comme dans les années 1950-1970], qui est devenue la "classe sans parti"» (*ibid.*, p. 10).

La transformation du Labour en parti de la classe moyenne n'est pas principalement liée selon eux à son programme ou sa politique. C'est surtout le changement de style adopté par les représentants du parti qui aurait changé en profondeur la façon dont il est désormais perçu.

En ressemblant davantage aux autres politiciens et en convergeant avec les conservateurs et les libéraux-démocrates sur les grandes options économiques, le Labour aurait contribué à déplacer le terrain de la compétition électorale sur celui des valeurs morales et permis ainsi au parti conservateur de séduire une partie plus importante des classes populaires.

L'intérêt de cette dernière étude est d'établir précisément la responsabilité des partis de gauche et de montrer que celle-ci comporte une forte dimension symbolique. Comment s'identifier à des partis dont les représentants appartiennent tous à la bourgeoisie intellectuelle et parlent un langage technocratique qui ne désigne les réalités sociales et économiques vécues qu'à travers des données et des catégories statistiques ? Et qui découpent la réalité en autant de problèmes pratiques à régler (réduire le déficit de l'assurance-chômage ou des caisses de retraite, baisser le coût du travail, etc.) ? Les enquêtes localisées sur le PS et le PCF en France (Lefebvre et Sawicki, 2006 ; Masclat (2003) ; Mischi (2014)) confirment que la transformation de leur recrutement et de leurs pratiques a accéléré l'affaiblissement des liens sociaux établis entre les élus et les militants de ces partis, les associations et les milieux populaires. La dimension clientéliste de ces liens ne doit pas être sous-estimée, mais elle n'est répréhensible rétrospectivement que si l'on ignore ce que fut sa fonction de redistribution et de politisation. Si les pratiques clientélistes n'ont pas disparu, elles apparaissent aujourd'hui comme touchant surtout les entourages immédiats des élus et comme vécues sur le mode de relations marchandes désormais largement dépourvues de signification politique.

L'abandon par les partis issus du mouvement ouvrier des signifiants qui visaient à symboliser l'existence d'intérêts matériels et politiques communs aux groupes et individus les moins dotés en capital économique et culturel, sans nécessairement les opposer à ceux des classes moyennes salariées, ainsi que leur éloignement pratique des mondes populaires que manifestent les propriétés sociales de leurs représentants et de leurs membres ont donc laissé le champ libre à la droite ou, selon le degré d'ouverture du champ politique, à l'extrême-droite qui n'ont eu qu'à mettre au goût du jour un répertoire idéologique qui avait déjà fait ses preuves par le passé autour de la défense du travail (individuel) et de la patrie. Le fort morcellement des classes populaires et moyennes, le flou de leurs frontières contemporaines, la prégnance des enjeux liés aux modes de vie et de consommation découlant des impératifs écologiques interdisent en revanche aux partis de gauche de puiser dans les recettes de leur passé. La seule certitude est que la repolitisation à gauche des membres des classes populaires ne peut pas se concevoir sans une repolitisation des inégalités économiques et sociales et par l'invention de nouvelles formes de représentation et d'organisations collectives qui leur soient ouvertes. L'enjeu pour la gauche n'est pas simplement de remobiliser les classes populaires : il est de se mobiliser auprès d'elles et avec elles.

BIBLIOGRAPHIE :

- Bartels (Larry), 2008, *Unequal Democracy. The Political Economy of The New Gilded Age*, New York et Princeton, Russell Sage Foundation et Princeton University Press.
- Bouvet (Laurent), 2012, *Le sens du peuple*, Paris, Gallimard.
- Bouvet (Laurent), 2015, *L'insécurité culturelle*, Paris, Fayard.
- Collovald (Annie), 2004, *Le « Populisme du FN » un dangereux contresens*, Bellecombe-en-Bauges, Éd. du Croquant.
- Evans (Geoffrey) (ed.), 1999, *The End of Class Politics ? Class Voting in Comparative Context*, Oxford, Oxford University Press.
- Evans (Geoffrey), Tilley (James), 2017, *The New Politics of Class. The Political Exclusion of the British Working Class*, Oxford, Oxford University Press.
- Frank (Thomas), 2013 [2004], *Pourquoi les pauvres votent à droite*, Marseille, Agone.
- Gougou (Florent), 2012, « La droitisation du vote ouvrier en France. Désalignement, réaligement et renouvellement des génération », in De Waele (Jean-Michel) et Vieira (Mathieu) (dir.), *Une droitisation...*, op. cit., p. 142-173.
- Ignazi (Piero), 1989, « Un nouvel acteur politique », in Mayer (Nonna) et Perrineau (Pascal) (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 63-80.
- Lefebvre (Rémi), Sawicki (Frédéric), 2006, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Bellecombe-en-Bauges, Ed. du croquant.
- Lehingue (Patrick), 2003, « L'objectivation statistique des électors : que savons-nous des électeurs du FN ? », in Lagroye (Jacques) (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, p. 247-278.
- Masclat (Olivier), 2003, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute.
- Mayer (Nonna), 1999, *Ces Français qui votent FN*, Paris, Flammarion.
- Michelat (Guy) et Simon (Michel), 2004, *Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réaligements*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Mischi (Julian), 2014, *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Marseille, Agone.
- Perrineau (Pascal), 1997, *Le symptôme Le Pen. Radiographie des électeurs du Front national*, Paris, Fayard.
- Peugny (Camille), 2015, « Pour une prise en compte des clivages au sein des classes populaires : la participation des ouvriers et des employés », *Revue française de science politique*, 65 (5-6), p. 735-759.
- Stonecash (Jeffrey), 2000, *Class and Party in American Politics*, New York, Routledge.